

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 06202

Numéro SIREN : 351 329 503

Nom ou dénomination : EXPONENS CONSEIL ET EXPERTISE

Ce dépôt a été enregistré le 04/01/2018 sous le numéro de dépôt 1410

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 04-01-2018

N° DE DEPOT : 001410

N° GESTION : 2007B06202

N° SIREN : 351329503

DENOMINATION : EXPONENS CONSEIL ET EXPERTISE

ADRESSE : 20 rue Brunel 75017 Paris

MILLESIME : 2017

M C G

Société par actions simplifiée au capital de 7.622,45 euros
Siège social : 11, Avenue d'Eprémesnil
78400 CHATOU
414 143 495 RCS VERSAILLES

EXTRAIT DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 15 DECEMBRE 2017

Troisième Décision

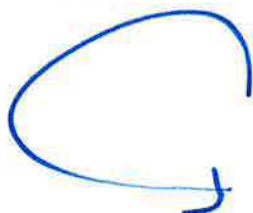
L'associée unique approuve expressément l'affectation du résultat telle qu'elle lui est proposée par son Président, et décide en conséquence d'affecter comme suit le résultat **bénéficiaire** de l'exercice clos le 31 Août 2017, s'élevant à **65.664,47 euros** :

- report à nouveau exercice antérieur	+	318.565,92 €
- résultat de l'exercice	+	65.664,47 €
- nouveau solde du poste « report à nouveau »	=	384.230,39 €

L'associée unique approuve le montant des dividendes versés aux associés au titre des trois exercices précédents, à savoir :

- au titre de l'exercice clos le 31/03/2015	0 €
- au titre de l'exercice clos le 31/03/2016	70.000 €
- au titre de l'exercice clos le 31/12/2016	0 €

Frédéric LAFAY
Président



EXPONENS Conseil & Expertise

SAS au capital de 5.200.000 euros

Siège social : 20, Rue Brunel

75017 PARIS

351 329 503 RCS PARIS

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DU 18 DECEMBRE 2017**

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale approuve expressément l'affectation du résultat telle qu'elle lui est proposée par son Président, et décide en conséquence d'affecter comme suit le résultat **bénéficiaire** de l'exercice 2016/2017, s'élevant à **1.218.073,44 euros** :

- Montant du poste « Autres réserves »	+	4.600.000,00 €
- Report à nouveau exercice antérieur	+	2.310,35 €
- Résultat de l'exercice 2016/2017	+	1.218.073,44 €
- Total avant affectation	=	5.820.383,79 €
- Distribution de dividendes : 2,6024 € par action x 192.131 actions	-	500.000,00 €
- Affectation au poste « Autres réserves »	-	5.320.000,00 €
- Le solde à affecter au poste « Report à nouveau »	=	383,79 €

Le dividende à répartir au titre de l'exercice est ainsi fixé à 2,6024 euros par action. Il pourra être mis en paiement à compter du jour de l'Assemblée Générale.

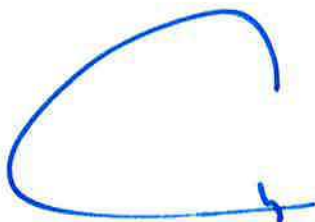
L'assemblée reconnaît avoir été informée que les dividendes perçus, éligibles à l'abattement prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts, sont assujettis à un prélèvement forfaitaire non libératoire et obligatoire prévu à l'article 117 Quater du Code général des impôts, dont le taux est de 21%.

L'Assemblée Générale approuve le montant des dividendes versés aux associés au titre des trois exercices précédents, à savoir :

- au titre de l'exercice 2013/2014	200.000 €
- au titre de l'exercice 2014/2015	200.000 €
- au titre de l'exercice 2015/2016	400.000 €

Cette résolution, mise aux voix, **a été adoptée à l'unanimité.**

Frédéric LAFAY
Président



Thierry THIBAUT de MENONVILLE
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles
Expert Comptable
2, place de la Loi
78000 – VERSAILLES

EXPONENS CONSEIL ET EXPERTISE

Société par Actions Simplifiée au capital de 5 200 000 €

Siège social : 20, rue Brunel 75017 PARIS

R.C.S : PARIS 351 329 503

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EXPONENS CONSEIL ET EXPERTISE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/09/2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel,

ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne les fonds commerciaux et les titres de participation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'Assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président de l'assemblée générale et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises

individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Fait à VERSAILLES, le 28 novembre 2017



Thierry THIBAUT de MENONVILLE
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de
Versailles

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/08/2017	Net 31/08/2016
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & similaires	126 821	117 534	9 387	1 061
Fonds commercial (1)	5 391 551		5 391 551	9 405 176
Autres immobilisations incorporelles	5 381 900		5 361 900	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	2 461 147	1 575 925	885 222	886 566
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	8 025 917		8 025 917	1 299 629
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	2 692		2 692	2 892
Prêts	5 884		5 884	5 884
Autres immobilisations financières	315 167	2 177	313 010	223 576
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	21 691 199	1 695 636	19 995 563	11 824 584
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	64 000	64 000		
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	8 810 363	744 277	7 066 086	7 005 031
Autres créances	707 807		707 807	582 292
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	915		915	915
Disponibilités	2 148 627		2 148 627	1 220 900
Charges constatées d'avance (3)	344 709		344 709	337 860
TOTAL ACTIF CIRCULANT	11 876 420	808 277	11 068 143	9 148 998
Frais d'émission d'emprunt à évaluer	21 277		21 277	17 580
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	33 568 896	2 503 913	31 064 984	20 789 172
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			802 065	707 703

Bilan passif

	31/08/2017	31/08/2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital	5 200 000	5 200 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 918 133	1 918 133
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	520 000	520 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	4 600 000	4 110 000
Report à nouveau	2 310	7 784
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 216 073	884 526
Subventions d'investissement	13 222	
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	13 471 739	12 640 444
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	9 000	17 005
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9 000	17 005
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	5 413 954	1 353 513
Emprunts et dettes diverses (3)	5 764 448	1 446 005
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 059 726	913 709
Dettes fiscales et sociales	4 646 955	3 763 032
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 935	
Autres dettes	98 073	54 783
Produits constatés d'avance (1)	623 154	800 682
TOTAL DETTES	17 604 244	8 131 723
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	31 084 984	20 789 172
(1) Dont à plus d'un an (a)	4 418 463	1 024 224
(1) Dont à moins d'un an (a)	13 185 781	7 107 500
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	736	1 832
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	31/08/2017	31/08/2016
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	25 247 459	23 079 580
Chiffre d'affaires net	25 247 459	23 079 580
Dont à l'exportation	715 044	708 090
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	23 933	22 233
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	207 630	107 344
Autres produits	9 595	13 209
Total I	25 488 617	23 222 346
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (e)	9 519 302	9 293 463
Impôts, taxes et versements assimilés	551 757	455 786
Salaires et traitements	8 924 748	7 931 320
Charges sociales	4 051 065	3 721 101
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	232 327	194 225
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	142 518	214 761
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	88 738	82 008
Total II	23 510 454	21 892 663
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	1 978 163	1 329 683
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III		
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	1 823	4 578
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	400	4 400
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	2 223	6 976
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	60	355
Intérêts et charges assimilées (4)	105 542	62 308
Différences négatives de change		22
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	105 602	62 685
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-103 379	-53 709
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	1 874 784	1 275 974

Compte de résultat (suite)

	31/08/2017	31/08/2016
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	9 000	
Sur opérations en capital		2 267
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	11 005	
Total produits exceptionnels (VII)	20 005	2 267
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	-11 272	40 014
Sur opérations en capital	9 641	19 722
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	16 222	20 271
Total charges exceptionnelles (VIII)	14 591	80 008
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	5 413	-77 740
Participation des salariés aux résultats (IX)	126 784	12 984
Impôts sur les bénéfices (X)	533 340	300 724
Total des produits (I+III+V+VII)	25 810 845	23 233 590
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	24 282 771	22 349 064
BENEFICE OU PERTE	1 218 073	884 526
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		4 390
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		4 545
(3) Dont produits concernant les entités liées	1 069	
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	51 099	5 320

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS EXPONENS Conseil et Expertise

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2017, dont le total est de 31 084 984 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 218 073 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2016 au 31/08/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2017 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015 ainsi que par le règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits au bilan est la méthode des coûts historiques.

Pour une meilleure compréhension des comptes annuels présentés, les modes et méthodes d'évaluation retenus sont précisés ci-après lorsque :

- Un choix est offert par la législation
- Une exception prévue par les textes est utilisée,
- L'application d'une prescription comptable ne suffit pas pour donner une image fidèle,
- Il est dérogé aux prescriptions comptables.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Conformément aux nouvelles règles issues du règlement 2015-06 de l'ANC, les malis techniques figurants au bilan d'ouverture de l'exercice au poste "fonds commercial" ont été reclassés dans un compte spécifique : 2081 "Mali de fusion sur actif incorporel", et ils bénéficient de la même présomption de non amortissement que les fonds commerciaux.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée réelle d'utilisation du bien. Le montant amortissable d'un actif peut être diminué de la valeur résiduelle. Cette dernière n'est toutefois prise en compte que lorsqu'elle est à la fois significative et mesurable.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 an - Linéaire
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans - Linéaire
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans - Linéaire / Dégressif
- * Matériel informatique : 3 ans - Dégressif
- * Mobilier : 3 à 10 ans - Linéaire

Titres de participations

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC n° 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précis quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Le montant des provisions pour risques s'élève à 9.000€ au 31/08/2017. Il traduit le risque lié à la mise en cause de notre responsabilité civile professionnelle initiée par 3 de nos clients.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise. Il s'agit notamment de provisions pour litiges à caractères exceptionnels, d'opérations de cessions d'immobilisation ainsi que de diverses régularisations à caractère exceptionnel.

Engagement de retraite

La convention collective nationale du personnel des cabinets d'experts-comptables et de commissaires aux comptes dont la société EXPONENS Conseil et Expertise prévoit le versement d'indemnités de fin de carrière. Conformément à l'art. L123-13 du Code du commerce, la société EXPONENS Conseil et Expertise a fait le choix de ne pas comptabiliser de provision relative à ces indemnités.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Règles et méthodes comptables

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la note d'information de l'ANC en date du 28/02/2013 confirmée par la note d'information de la CNCC datée du 23/05/2013, le montant du CICE, calculé sur les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC versées à compter du 1er janvier 2013 est comptabilisé au débit d'un sous-compte du compte 44 « Etat et autres collectivités publiques » et au crédit d'un sous-compte dédié du compte 64 « charges de personnel ».

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2016 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.

Au 31/08/2017, le montant du CICE comptabilisé au débit du compte 44 « Etat et autres collectivités publiques » s'élève à 419.022 euros. Sur l'exercice, le montant comptabilisé au crédit du compte 64 « charges de personnel » s'établit à 267.239 euros.

Autres éléments significatifs

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Acquisition de 100% du capital des sociétés EXPONENS Raimbault Chaugny, MCG et SAS Jeen Marc Raimbault, situées aux Mureaux, en date du 3 janvier 2017.

Acquisition de 100% du capital de la société APRECIALIS en date du 20 janvier 2017.

Création en janvier 2017 de la société EV Finance (dont EXPONENS Conseil et Expertise détient 66%) en vue de l'achat de la société D&Cmf (Déontologie & Compliance des marchés financiers). EV Finance a acquis 100% du capital de la société D&Cmf par en date du 28 février 2017.

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

L'assemblée générale du 22 novembre 2016 a autorisé la dissolution sans liquidation de la société EXPONENS Synergie Audit et la transmission universelle de son patrimoine au profit de la société EXPONENS Conseil et Expertise. Toutes les opérations effectuées par EXPONENS Synergie Audit depuis le 1er septembre 2016 tant pour ce qui concerne l'actif que le passif ont été réputées être effectuées pour le compte de la société EXPONENS Conseil et Expertise.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des Immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	9 405 176	671 712	4 665 337	5 391 551
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	106 538	694 946	-4 665 337	5 488 621
Immobilisations incorporelles	9 513 714	1 366 658		10 680 372
- Terrain				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	954 762	167 643		1 122 426
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 071 342	267 379		1 338 721
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	2 028 125	435 022		2 461 147
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	1 299 629	7 977 615	1 251 327	6 025 917
- Autres titres immobilisés	2 692			2 692
- Prêts et autres immobilisations financières	231 977	91 600	2 705	321 071
Immobilisations financières	1 534 297	8 069 415	1 254 032	8 349 680
ACTIF IMMOBILISE	13 074 136	9 871 095	1 254 032	21 691 199

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	18 383	416 365	8 069 165	8 503 912
Apports	676 563	18 657	250	895 470
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	694 946	435 022	8 069 415	9 199 383
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions			1 254 032	1 254 032
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice			1 254 032	1 254 032

Parmi les acquisitions principales, et supérieures à un seuil de 25 000 euros, de l'exercice :

- Titres JMR : 3 306 128 euros
- Titres MCG : 1 656 372 euros
- Titres Aprelles : 1 362 000 euros
- Titres Raimbault Chaugny : 992 500 euros
- Titres JMR Complément : 267 877 euros
- Titres MCG Complément : 134 207 euros
- Aménagement bureaux Brunel 6e : 108 232 euros
- Hono BVF / Titres ERC : 100 000 euros
- Titres Raimbault Cheugny complément : 80 417 euros
- Titres Aprelles complément : 77 205 euros
- Dépôt de garantie Brunel : 60 453 euros
- Mobiliers/sièges Etoile 6e : 80 217 euros

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

31/08/2017	
Éléments achetés	4 719 839
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	671 712
Total	5 391 551

Il s'agit de clientèles acquises par la société ou transmises par voie de regroupement de sociétés.

Le montant des éléments reçus en apport sur l'exercice correspond à la clientèle figurant au bilan de la société EXPONENS Synergie Audit et transmise par l'effet de la transmission universelle de patrimoine de celle-ci au profit de la société EXPONENS Conseil et Expertise.

Lorsque la valeur d'inventaire de la clientèle est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constatée pour la différence. La valeur d'inventaire correspond à la valeur d'usage de la clientèle appréciée en fonction du chiffre d'affaires selon les modalités retenues pour la valorisation des cessions de parts sociales entre associés conformément au règlement intérieur de la société.

Conformément aux nouvelles règles issues du règlement 2015-06 de l'ANC, les malis techniques figurant au bilan d'ouverture de l'exercice au poste « fonds commercial » pour un montant de 4.685.337 euros ont été reclassés dans un compte spécifique : 2061 « Mali de fusion sur actif incorporel », et ils bénéficient de la même présomption de non amortissement que les fonds commerciaux.

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Les titres de participations sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition ou d'apport.

Les frais financiers liés à l'acquisition des titres sont intégrés à leur coût d'entrée au bilan.

A la clôture de chaque exercice, la valeur d'usage de chaque ligne est appréciée sur la base, par exemple :

- Des capitaux propres, des résultats de la filiale et de ses perspectives d'avenir,
- De multiples de résultats (exploitation, courant, consolidés) en fonction de la spécificité de chaque entité, de l'évolution du marché...

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital - (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentages)

(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - (7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise

(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos

(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
SAS APRECIALIS	300	707	100,00	1 439	1 439			477	-39	
SAS EV FINANCE	1	1	66,00	1	1	1			-4	
SAS SOXIA	30	219	100,00	46	46			727	66	
SAS MCG	8	327	100,00	1 791	1 791			71	66	
SAS JEAN MARG RAIMBAULT	300	522	100,00	3 574	3 574			104	102	
- Participations (détenues entre 10 et 50 %)										
SAS EXPONENS Raimbault Chaugn	200	3 569	16,67	1 173	1 173			1 974	191	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	107 477	10 057		117 534
Immobilisations incorporelles	107 477	10 057		117 534
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	544 803	111 115		655 918
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	794 756	125 251		920 007
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 339 559	236 366		1 575 925
ACTIF IMMOBILISE	1 447 035	246 423		1 693 459

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 9 983 950 euros et la classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	5 884		5 884
Autres	315 187		315 187
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	8 610 363	7 808 298	802 065
Autres	707 807	707 807	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	344 708	344 709	
Total	9 983 950	8 860 814	1 123 136
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Le montant des créances clients, dites « douteuses », est de 801.849,36 euros TTC. Ce montant global est déprécié, par voie de provision, à hauteur de 744.277,12 euros à la clôture de l'exercice

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	788 033
Avoirs à recevoir	32 185
Personnel - produits à recevoir	16 421
Charges sociales - produits à recevoir	7 389
Divers - produits à recevoir	100
Total	822 108

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	2 517	60	400	2 177
Stocks				
Créances et Veleurs mobilières	694 794	294 761	181 278	808 277
Total	697 311	294 821	181 678	810 454
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		142 518	181 278	
Financières		60	400	
Exceptionnelles				

Dépréciation des créances

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
Dépreciation pour créances clients douteuses	808 277
TOTAL	808 277

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 5 200 000,00 euros décomposé en 192 131 titres d'une valeur nominale de 27,06 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	192 131	27,06
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	192 131	27,06

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 22/11/2016.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	7 784
Résultat de l'exercice précédent	884 526
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	892 310
Affectations aux réserves	490 000
Distributions	400 000
Autres répartitions	
Report à Nouveau	2 310
Total des affectations	892 310

L'assemblée générale du 22 novembre 2016 a décidé la distribution d'un dividende pour un montant total de 400.000€

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/09/2016	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/08/2017
Capital	5 200 000				5 200 000
Primes d'émission	1 918 133				1 918 133
Réserve légale	520 000				520 000
Réserves générales	4 110 000	490 000	490 000		4 600 000
Report à Nouveau	7 784	2 310	2 310	7 784	2 310
Résultat de l'exercice	684 526	-884 526	1 218 073	684 528	1 218 073
Dividendes		400 000			
Provisions réglementées			13 222		13 222
Total Capitaux Propres	12 640 444	7 784	1 723 606	892 310	13 471 739

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		13 222		13 222
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total		13 222		13 222
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		13 222		

Les honoraires d'intermédiaires relatifs à l'acquisition des Titres EXPONENS Raimbault Chaugny, 100.000 euros, sont intégrés à l'actif à la valeur des titres.

Ceux-ci font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur une durée de 5 années à compter du 3 janvier 2017.

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	9 481		9 481		
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	7 524	3 000	1 524		9 000
Total	17 005	3 000	11 005		9 000
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles		3 000	11 005		

Provisions pour risques

Le montant de ces provisions s'élève à 9.000 euros au 31 août 2017. Il traduit le risque lié à la mise en cause par 3 clients de la responsabilité civile professionnelle de la société.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 17 804 244 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	738	738		
- à plus de 1 an à l'origine	5 413 215	994 753	3 437 264	981 199
Emprunts et dettes financières divers (*)	22 185	22 185		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 059 728	1 059 728		
Dettes fiscales et sociales	4 646 955	4 646 955		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 935	7 935		
Autres dettes (**)	5 830 328	5 830 328		
Produits constatés d'avance	823 154	623 154		
Total	17 604 244	13 185 781	3 437 264	981 199
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	4 762 047			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	701 672			
(**) Dont envers Groupe et associés	5 742 253			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	51 933
Achats matières premières NP	785
Electricité NP	5 950
Fnp locations & redevance	5 439
Fnp entretien locaux	892
Fnp redevances copisurs	10 694
Fnp eaux	2 272
Fnp honoraires	425 760
Fnp télécommunications	1 972
Fnp frais bancaires	1 420
Fnp greffe refacturable	108
Frs Immobil. - fact. non parvenues	7 935
Int.courue s/emp.eup.etabli.crédit	1 967
Prov.agios & frais bque	738
Dettes provis. pr congés à payer	660 527
Dettes provis. pr partic. salariées	128 784
Personnel - autres charges à payer	494 076
Charges sociales s/congés à payer	290 632
Charges sociales - charges à payer	258 401
Taxe d'apprentissage CAP	41 558
Organic CAP	7 211
Effort de logement CAP	27 502
DOETH CAP	14 300
Taxe foncière CAP	6 049
Prov.taxe formation	73 338
Prov.taxe professionnelle	81 190
Total	2 581 630

Autres informations

Néant

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	4 190		
Cca fournitures bureau	17 717		
Crédit bail d'avance	6 516		
Cca frais de coursiers	1 000		
Cca collecte la poste	6 135		
Cca locations immo	79 082		
Locations mobilières d'avance	32 785		
Cca télésurveillance	851		
Cca contrats entretien/ma	11 983		
Assurances, période d'avance	27 634		
Cca assurances diverses	121		
Cca abonnements	24 451		
Commissions versées en avance	413		
Cca publicité & communic.	2 712		
Cca tél fax	167		
Cca frais de réceptions	18 336		
Cca cotisations prof.	73 865		
Cca impôts et taxes	3 917		
Cca ch de pers.	22 536		
Cca formation	10 339		
Total	344 709		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	616 927		
PCA Groupe	6 227		
Total	623 154		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/08/2017
Expertise Comptable, Audit, Conseil	24 407 257
Refacturation de frais Intra Groupe	840 202
TOTAL	25 247 459

Charges et produits d'exploitation et financiers

Honoraires des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 10.200 euros

Parties liées

Transactions effectuées avec des parties liées qui ne sont pas conclues aux conditions normales de marché :

Néant

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

Montant compris dans les charges financières : 51.099,12 euros

Montant compris dans les produits financières : 1.068,77 euros

Notes sur le compte de résultat**Résultat et impôts sur les bénéfices**

	Montant
Base de calcul de l'impôt	
Taux Normal - 33 1/3 %	1 616 920
Taux Réduit - 15 %	
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 15 %	
Contribution locative - 2,5 %	
Crédits d'impôt	
Compétitivité Emploi	229 558
Crédit recherche	
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	6 300
Autres imputations	

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés de 33 1/3 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 50 092 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	13 222
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourrant à augmenter la dette future	13 222
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	163 497
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourrant à diminuer la dette future	163 497
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Montant de la créance future	50 092
(A - B - C - D) * 33 1/3 %	

Provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice :

Provision Organique : 7.211€

Provision Effort construction : 27.502€

Participation des salariés : 128.784€

Autres informations

Evénements postérieurs à la clôture

La société EXPONENS Conseil et Expertise a acquis, en date du 4 septembre 2017, 100 % des titres des sociétés Soderec et Conseil d'Expert ainsi que 50% des titres de la société Audit Stratégie Conseil. Ces 3 sociétés sont situées à Bourg La Reine (92).

La société EXPONENS Conseil et Expertise a acquis, en date du 17 novembre 2017, 50,36% de la société Sefigec située à Versailles (78).

Effectif

Effectif moyen du personnel : 199 personnes

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	79	
Employés	118	
Apprentis	2	
Total	199	

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Garantie à première demande en substitution dépôt de garantie Bail Nation	70 692
Avals et cautions	70 692
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Nantissement titres EXPONENS Raimbault Chaugny - MCG et SAS JMR	33 332
Nantissement titres Apreclalis	300 000
Autres engagements donnés	333 332
Total	404 023
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	

Garantie de paiement à première demande d'un montant de 70.691,50 Euros dans le cadre du protocole transactionnel signé le 30 juin 2015 portant sur les locaux situés au 1er étage, 15 Place de la Nation, au bénéfice de la SAS Nation et par l'intermédiaire du Crédit Lyonnais.

Nantissement en garantie du prêt du prêt contracté auprès de la banque Crédit du Nord d'un montant de 3.100.000 euros et au profit d'elle-même, de 450 actions de la société EXPONENS Raimbault Chaugny d'une valeur nominale de 74,07 euros, dans l'opération de financement de l'acquisition le 3 janvier 2017 des sociétés EXPONENS Raimbault Chaugny, MCG et SAS JMR.

Nantissement en garantie du prêt du prêt contracté auprès de la banque Bred d'un montant de 1.362.000 euros et au profit d'elle-même, dans l'opération de financement de l'acquisition le 20 janvier 2017 de la société APRECLALIS de 6.000 actions de valeur nominale de 50 euros.

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Convention de garantie dans le cadre de l'acquisition des titres EXPONENS Reimbault Chaugny	1 000 000
Convention de garantie dans le cadre de l'acquisition des titres APRECIALIS	300 000
Autres engagements reçus	1 300 000
Total	1 300 000
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûreté réelle	1 300 000

Dans le cadre de l'acquisition des titres de la société EXPONENS Reimbault Chaugny, une convention de garantie a été signée au bénéfice de la société EXPONENS Conseil et Expertise, dont le montant maximum d'indemnisation est fixé à 1.000.000 d'euros. Les garanties prévues par cette convention demeurent en vigueur jusqu'au 31 janvier 2020, ou jusqu'à l'expiration des délais de prescription applicables pour les sommes pouvant être dues aux administrations fiscales, para-fiscales, sociales ou au titre de la responsabilité civile professionnelle.

Dans le cadre de l'acquisition des titres de la société APRECIALIS, une convention de garantie a été signée au bénéfice de la société EXPONENS Conseil et Expertise, dont le montant maximum d'indemnisation est fixé à 300.000 euros. Les garanties prévues par cette convention demeurent en vigueur jusqu'au 31 janvier 2020, ou jusqu'à l'expiration des délais de prescription applicables pour les sommes pouvant être dues aux administrations fiscales, para-fiscales, sociales ou au titre de la responsabilité civile professionnelle.

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

La convention collective nationale du personnel des cabinets d'experts-comptables et de commissaires aux comptes dont dépend la société EXPONENS Conseil & Expertise prévoit le versement d'indemnités de fin de carrière. Conformément à l'art. L123-13 du Code de Commerce, la société EXPONENS Conseil et Expertise a fait le choix de ne pas comptabiliser de provision relative à ces indemnités.

Le montant de cet engagement est évalué à 381.717 € au 31 août 2017, en augmentation de 121.068€ sur l'exercice.

La variation provenant de la transmission universelle de patrimoine de la société EXPONENS Synergie Audit s'élève à 23.395 €.

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de reconstitution du fonds de roulement.

Thierry THIBAUT de MENONVILLE
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles
Expert-Comptable
2, place de la Loi
78000 – VERSAILLES

EXPONENS CONSEIL ET EXPERTISE

Société par Actions Simplifiée au capital de 5 200 000 €

Siège social : 20, rue Brunel, 75017 PARIS

R.C.S : PARIS 351 329 503

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/08/2017

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Aux associés,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article 19 des statuts, nous avons été avisés des conventions suivantes visées à l'article L. 227-10 du code de commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice écoulé :

Conventions de gestion de Trésorerie

Conventions de gestion de trésorerie signées, le 3 janvier 2017 et le 20 janvier 2017, par les sociétés unies entre elles au sens de l'article L511-7, 1-3 du Code monétaire et financier, permettant d'inclure les sociétés EXPONENS Raimbault Chaugny, MCG, SAS JEAN MARC RAIMBAULT, APRECIALIS et EV FINANCE.

Les sociétés concernées s'engagent à mettre à la disposition des autres signataires leurs excédents de trésorerie sous forme d'avances en compte courant pour un montant maximum de quatre millions d'euros. Ces avances seront rémunérées sur la base du taux maximum des intérêts déductibles servis aux associés. La convention est conclue pour une durée finissant le 31 août 2017 mais pourra être renouvelée par tacite reconduction pour une durée d'un an.

Au titre de l'exercice clos le 31 août 2017 votre société a constaté une charge d'intérêts de 51.099 € et un produit de 1.069 €.



Convention de prestations administratives

Convention de prestations administratives, techniques, juridiques et sociales signées, le 3 janvier 2017 et le 20 janvier 2017, par les sociétés unies entre elles au sens de l'article L511-7, 1-3 du Code monétaire et financier, permettant d'inclure les sociétés EXPONENS Raimbault Chaugny, MCG, SAS JEAN MARC RAIMBAULT, APRECIALIS et EV FINANCE.

Votre société a facturé un montant total de 217.830 € aux sociétés parties à la convention au titre de l'exercice clos le 31 août 2017.

Conventions de sous-locations

Convention de sous-location des locaux situés 20 rue Brunel - 75017 PARIS signée le 2 mai 2017 entre les sociétés EXPONENS Conseil et Expertise et APRECIALIS avec un effet au 1er juin 2017.

Au titre de l'exercice clos le 31 août 2017 un loyer de 17.903 € a été facturé à APRECIALIS.

Convention de sous-location des locaux situés 20 rue Brunel - 75017 PARIS signée le 1er mars 2017 entre les sociétés EXPONENS Conseil et Expertise et D&Cmf avec un effet au 1er mars 2017.

Au titre de l'exercice clos le 31 août 2017 un loyer de 12.306 € a été facturé à D&Cmf.

Fait à VERSAILLES, le 6 décembre 2017

Le Commissaire aux Comptes



Thierry THIBAUT de MENONVILLE
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de
Versailles

